

**Annexe 17 – DEV ECO**  
**Intervention Générale**  
**Sophie Renard**

Monsieur le président, cher/es collègues,

Tout comme on peut noter certaines avancées sur le plan écologique au niveau national, avec la baisse de la TVA sur la rénovation thermique, mon groupe se félicite que l'exécutif régional s'engage pour la transition écologique, dans tous les secteurs, et s'en donne les moyens.

La performance énergétique des bâtiments, le recyclage et la valorisation des déchets, la prise en charge du vieillissement de la population ou encore les nouvelles mobilités sont autant de champs de notre économie à dynamiser.

Non seulement nous améliorerons le bien-être des Francilien/nes en soutenant l'innovation, la créativité dans ces domaines, mais nous contribuerons à créer de la valeur ajoutée et donc de l'emploi pour nos territoires et notre économie.

L'engagement du Vice-Président pour la transition écologique à hauteur de près de 100 millions d'euros pour 2014 ne peut que nous réjouir me direz-vous!

A y regarder de plus près, nous avons quelques différences d'appréciations sur ce qu'est un budget tourné vers la transition écologique de notre économie.

Est ce suffisant de promouvoir l'usage du numérique ou la « silver economy », liée au vieillissement de la population, pour parler de budget de transition ?

Est ce que la création ou le développement des entreprises quelles qu'elles soient, va forcément dans le sens de la transition écologique ?

Prenons l'exemple du numérique.

Certes, le numérique peut contribuer à réduire les déplacements non souhaités, à rapprocher domicile et lieu de travail, à réduire les émissions de gaz à effets de serre. Sur ce point, autant le numérique est indispensable pour bon nombre d'activités, autant il ne faut pas reproduire les mêmes schémas que pour l'électricité, l'usage d'Internet a un coût environnemental : le numérique cause aujourd'hui autant d'émissions de gaz à effet de serre que le transport aérien. Autre exemple : une simple requête via un moteur de recherche équivaut à faire chauffer l'eau d'une bouilloire électrique.

Évitons donc la surconsommation, surfons intelligents grâce aux Green IT

- en utilisant cette chaleur dégagée pour chauffer nos logements,
- en utilisant ces technologies pour optimiser l'efficacité énergétique,

et travaillons à donner accès aux populations les plus précaires et aux territoires les plus reculés.

De même, la silver economy n'est pas 100% écolo. Lorsqu'elle permet de remplacer l'humain par des machines auprès des personnes âgées, la silver economy n'est pas une solution.

Soutenir les entreprises qui engendrent des pollutions ou qui rendent leurs clients toujours plus accros à la consommation parce qu'elles font le choix d'un modèle économique basé sur l'obsolescence rapide de leurs produits n'est pas acceptable même lorsqu'elles sont créatrices d'emplois.

Un budget de transition écologique, c'est savoir réduire notre soutien à une politique qui n'en a plus besoin pour le redéployer vers des actions nouvelles qui répondent aux enjeux futurs.

C'est soutenir fortement le développement économique local, les espaces de création tels que les fab-labs plutôt que de continuer à augmenter le nombre de m2 de bureaux vides ou à soutenir la gouvernance des pôles de compétitivité.

A travers nos amendements, nous entendons renforcer la contribution de nos politiques à la transition écologique de l'économie.

Celle-ci nécessite d'avoir une vision simple et claire du budget alloué à nos différentes priorités politiques telle que l'ESS ou encore le soutien à la transition écologique de la production.

Un budget de transition, c'est aider à engager des mutations plutôt que de continuer à tenter de sauver des modèles obsolètes voués à disparaître à moyen terme. C'est permettre l'émergence de nouveaux modèles économiques comme l'économie circulaire ou de fonctionnalités basés non plus sur la consommation sans compter des ressources naturelles mais sur la sobriété et la qualité.

Notre budget de transition doit miser sur l'économie locale, sur les circuits courts qui donnent du sens à nos échanges et qui créent des emplois.

Ce budget doit miser sur un aménagement du territoire équilibré. Un effort particulier doit donc être réalisé pour installer des entreprises dans les friches industrielles.

La transition écologique, c'est soutenir le tourisme s'il est porteur de bien-être, s'il valorise nos territoires en les protégeant, ce n'est pas celui qui détruit la biodiversité, qui crée des emplois précaires et qui provoque des frustrations en faisant croire que le bonheur c'est de plonger dans une eau à 30° en plein hiver.

Enfin, c'est soutenir les artisans pour qu'ils adaptent leur façon de produire en leur permettant d'investir pour réduire leur empreinte écologique notamment.

En conclusion, ce budget engagé sur les AP apparaît en continuité avec le précédent en ce qui concerne les CP. Nous prenons appui sur la volonté claire de l'exécutif de s'engager en faveur des mutations écologiques de notre économie et nous serons donc attentifs tout au long de l'année pour rappeler nos priorités.

Dès lors, en espérant que les amendements apportés par le groupe EELV soient acceptés, nous approuverons ce budget.